

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-36 du 1^{er} novembre 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le Département du Trésor publie les lignes directrices finales relatives au crédit d'impôt 45X de l'IRA
2. Le Département du Trésor publie la règle finale de son mécanisme de contrôle des investissements sortants (OIS)
3. L'administration adopte une nouvelle série de sanctions à l'encontre de près de 400 entités et individus soutenant le complexe militaro-industriel russe
4. L'USTR publie les commentaires sur le bilan du groupe de travail « Global Trade Challenges » du Conseil commerce et technologie (TTC)

Climat – énergie – environnement

5. Le Département de l'Intérieur annonce l'approbation du projet de mine de lithium-bore de Rhyolite Ridge dans le Nevada

Transport et infrastructure

6. Les Départements des Transports et de la Justice lancent une enquête publique conjointe sur la concurrence dans le transport aérien

Industrie

7. Le premier site du NSTC, dédié à la R&D, sera situé à Albany

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA annonce plusieurs aides financières pour soutenir le secteur agricole

Numérique et innovation

9. L'EPIC porte plainte contre OpenAI pour pratiques commerciales déloyales
10. La Maison-Blanche dresse un bilan à un an du décret présidentiel sur l'IA
11. Le chiffre d'affaires des Big Tech est tiré à la hausse par l'IA, alors que Microsoft et Meta sont pénalisées par le déploiement trop lent de leurs centres de données

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Département du Trésor publie les lignes directrices finales relatives au crédit d'impôt 45X de l'IRA

Le 24 octobre, le Département du Trésor a [publié](#) les lignes directrices finales étendant le champ d'application du crédit d'impôt à la production manufacturière avancée (45X) établi en 2022 par l'Inflation Reduction Act (IRA). Elles entreront en vigueur le 27 décembre. Le crédit d'impôt 45X prévoit un crédit d'impôt pour la production domestique et la vente de « composants éligibles », *i.e.* des composants d'énergies solaire et éolienne, des onduleurs, des composants de batteries, ainsi que 50 minéraux critiques. En vertu des nouvelles lignes directrices, les producteurs de minéraux critiques finis et les fabricants de matériaux minéraux actifs pour batteries pourront bénéficier d'un crédit d'impôt de 10 % des coûts (directs et indirects) liés à l'extraction minière ou à l'acquisition de matières premières minérales. Les entreprises minières impliquées dans la seule production et la vente de minéraux bruts ou non traités, ne participant pas au processus de raffinage en aval, n'y seront pas éligibles. Enfin, si les biens finis doivent être produits aux États-Unis, leurs sous-composants n'ont pas nécessairement à être sourcés domestiquement. Selon la directrice du Conseil économique national (NEC) Lael Brainard, cette décision [permettra](#) « de catalyser les investissements des entreprises dans les technologies d'énergie propre de demain, d'aider à sécuriser les chaînes d'approvisionnement nationales en minéraux critiques et de placer les travailleurs et les entreprises américaines en position de surpasser la Chine ».

2. Le Département du Trésor publie la règle finale de son mécanisme de contrôle des investissements sortants (OIS)

Le 28 octobre, Le Département du Trésor a [publié](#) la règle finale de son mécanisme de contrôle des investissements sortants à destination de la Chine, Hong Kong et Macao dans les secteurs de l'intelligence artificielle, des semi-conducteurs et du quantique. Cette règle finale fournit les réglementations concrètes permettant d'appliquer le décret présidentiel d'août 2023, dans lequel le président Joe Biden [chargeait](#) officiellement la Secrétaire du Trésor d'empêcher le transfert de technologies sensibles vers des pays pouvant représenter une menace pour la sécurité nationale des États-Unis. Le mécanisme entrera en vigueur le 2 janvier 2025. La règle finale inclut certaines modifications par rapport à la proposition de réglementation dévoilée par l'administration en juin dernier. Celles-ci [concernent](#) six principaux éléments : (i) les obligations s'appliquant à une « *US person* » impliquée dans une transaction couverte par le mécanisme ; (ii) les catégories de transactions couvertes et exemptées par le mécanisme ; (iii) la définition précise des technologies et produits associés aux secteurs couverts par le mécanisme ; (iv) la typologie d'informations qu'une « *US Person* » devra fournir au Trésor dans le cadre d'une notification ; (v) la définition relative à la « connaissance » par une « *US person* » d'une transaction couverte par le mécanisme et les bonnes pratiques qu'elle doit mettre en œuvre avant d'entreprendre une telle transaction ; (vi) la typologie d'actions qui seraient considérées comme des violations de la règle finale et les sanctions prévues à cet effet. Les États-Unis ont par ailleurs [consulté](#) le G7 et l'Union européenne en amont, afin d'harmoniser leurs approches en matière de sécurité économique, et

d'encourager leurs alliés à adopter leur propre mécanisme de contrôle des investissements sortants.

3. L'administration adopte une nouvelle série de sanctions à l'encontre de près de 400 entités et individus soutenant le complexe militaro-industriel russe

Le 30 octobre, l'administration Biden a [adopté](#) un nouveau paquet de sanctions à l'égard de près de 400 entités et individus accusés de soutenir le complexe militaro-industriel russe en contournement des sanctions en vigueur. Ces mesures, menées par les Départements américains du [Trésor](#) (275 entités et individus sanctionnés), d'[État](#) (plus de 120) et du [Commerce](#) (40 nouvelles entités préoccupantes ajoutées sur l'Entity List) visent en particulier les réseaux de contournement des sanctions, disséminés à travers 17 juridictions dont l'Inde, la Chine, la Suisse, la Thaïlande, la Turquie et les Émirats arabes unis. Le Département du Commerce ajoute également 4 adresses hong-kongaises sur l'Entity List, exploitées à des fins de transbordement d'articles sensibles vers la Russie, et resserre son contrôle sur 49 entités étrangères qui y sont déjà inscrites. Ces pays-tiers exploiteraient la porosité des biens et technologies à double-usage civil et militaire pour faciliter l'approvisionnement russe en matériaux et composants clés à leur effort de guerre. Ces biens et technologies à double-usage sont [listés](#) par le Bureau of Industry and Security (BIS) au sein de la Common High Priority List. Le BIS fait également mention d'un effort de traçabilité accru sur les exportations de 9 précurseurs chimiques initialement destinés à un usage commercial puis reconvertis comme agents chimiques anti-émeutes et enfin, à des fins militaires contre les forces ukrainiennes. Enfin, le Département d'État continue de cibler les filiales du groupe russe Rosatom, qui exploite la centrale nucléaire de Zaporijjia en Ukraine. Il s'agit de la dixième série de sanctions à son encontre, initialement impliqué dans la conception d'armes nucléaires mais évoluant à présent dans de nouveaux secteurs d'activités dont celui des services numériques – e.g. le développement de logiciels de pointe.

4. L'USTR publie les commentaires sur le bilan du groupe de travail « Global Trade Challenges » du Conseil commerce et technologie (TTC)

Le 24 octobre, le Bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR) a [publié](#) 40 contributions écrites répondant à un appel à commentaires publics, lancé le 5 septembre et clôturé le 21 octobre, sur le groupe de travail « Global Trade Challenges », l'un des 10 groupes de travail organisés dans le cadre du Conseil commerce et technologie (TTC) [voir [Brèves sectorielles du 6 septembre 2024](#)]. Ce groupe de travail vise à faciliter la coopération et l'échange d'informations sur les pratiques non marchandes de pays-tiers. Selon la Computer and Communications Industry Association, le groupe de travail [aurait](#) manqué l'occasion de s'attaquer aux réglementations numériques en provenance d'économies non-marchandes telles que la Chine et de contribuer à l'alignement de leurs propres politiques numériques. La Chambre de commerce américaine auprès de l'UE [souligne](#) les divergences dans les politiques commerciales de l'UE et des États-Unis à l'égard de la Chine et prône un échange d'informations accru entre la DG Trade et l'USTR. En matière d'intégration des marchés transatlantiques, les représentants d'intérêts de l'industrie de la chimie américains et européens ont conjointement [recommandé](#) au TTC d'encourager les initiatives visant à faciliter l'accès mutuel aux deux marchés, l'harmonisation des normes industrielles et la simplification des procédures douanières.

Brèves

- Le 24 octobre, les États-Unis et Taïwan ont [organisé](#) virtuellement la cinquième édition du U.S.-Taiwan Economic Prosperity Partnership Dialogue.
- Le 26 octobre, le Mexique a [exprimé](#) son inquiétude concernant la proposition de réglementation du Département du Commerce [visant](#) à interdire l'importation de véhicules connectés contenant des logiciels ou composants d'origine chinoise ou russe. Cette dernière estime que la proposition pourrait enfreindre l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis-Mexique (USMCA) ainsi que l'Accord sur les obstacles techniques au commerce de l'OMC.
- Le 30 octobre, la Commission américaine du commerce international (USITC) a [rendu](#) sa décision finale et estime que les fabricants américains d'aluminium extrudé (*i.e.* obtenu après un processus de moulage par compression) ne sont pas lésés par les importations en provenance de 14 pays – dont la Chine, l'Indonésie, le Mexique et la Turquie.
- Le 31 octobre, le Département américain du Trésor a [adopté](#) des sanctions à l'encontre de deux entités et cinq citoyens mexicains accusés d'avoir soutenu les activités du groupe de narcotraffic La Linea.

Climat – énergie – environnement

5. Le Département de l'Intérieur annonce l'approbation du projet de mine de lithium-bore de Rhyolite Ridge dans le Nevada

Le Département américain de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) le 24 octobre l'approbation du projet d'exploitation minière de lithium-bore de Rhyolite Ridge, présenté comme une étape importante dans les efforts déployés par le pays pour renforcer les chaînes d'approvisionnement nationales en minéraux critiques. Le DoI précise que le projet pourrait fournir suffisamment de lithium pour alimenter près de 370 000 véhicules électriques par an. Le communiqué précise également que la mine produira d'importantes quantités de bore, utilisé dans les industries du verre et de la céramique, dans la composition d'abrasifs, de produits de nettoyage, d'insecticides, d'isolants, dans l'industrie de la défense et dans la production de semi-conducteurs.

Le DoI indique que le projet proposé, situé dans le sud du Nevada, dans la chaîne de Silver Peak, devrait employer jusqu'à 500 travailleurs pendant la construction et environ 350 travailleurs pendant l'exploitation. La société prévoit de générer des salaires estimés à 125 M\$/an pendant la durée de vie de la mine et d'investir dans la communauté locale par le biais de futurs programmes de formation professionnelle et de bourses d'études.

Le DoI précise que Loneer, le porteur du projet, a modifié sa proposition initiale afin de limiter les impacts du projet sur une plante en voie de disparition : le sarrasin de Tiehm. Les mesures de protection annoncées comprennent le remaniement et le déplacement des éléments du projet, le financement de travaux de propagation du sarrasin de Tiehm et l'élaboration d'un plan officiel de protection du sarrasin de Tiehm.

Brèves

- L'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) [indique](#) le 30 octobre que les importations américaines de pétrole brut en provenance du Canada ont atteint un record de 4,3 Mb/j en juillet 2024, suite à l'expansion de l'oléoduc canadien Trans Mountain. L'EIA précise que cette expansion, mise en service en mai 2024, a triplé les capacités précédentes de 300 000 b/j, en acheminant le pétrole brut produit dans la province enclavée de l'Alberta. L'EIA indique que les principaux acheteurs de ces nouveaux volumes ont été les raffineurs de la côte ouest des États-Unis.
- Le Département américain d'État (DoS) a [publié](#) le 25 octobre une déclaration conjointe des États-Unis et du Groenland suite à la tenue d'une réunion du « Joint Committee » les 21 et 22 octobre à Washington. Le communiqué indique la volonté des deux partenaires d'explorer des moyens innovants d'intégrer les énergies renouvelables dans l'approvisionnement énergétique du Groenland et de renforcer le rôle du Groenland dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en énergie propre, en particulier en matière de minéraux. Le communiqué mentionne également un renforcement de la coopération environnementale et scientifique.
- Le Département américain d'État (DoS) a [publié](#) le 24 octobre une déclaration conjointe des États-Unis et de la Malaisie à l'occasion du 6^e dialogue de haut-niveau qui a eu lieu à Putrajaya, en Malaisie, le 21 octobre. Le communiqué mentionne la volonté des deux États de collaborer sur les secteurs à forte croissance, tels que les semi-conducteurs, l'économie numérique, les énergies renouvelables et les minéraux critiques, notamment en améliorant la résilience des chaînes d'approvisionnement. Les deux pays soulignent les efforts en cours en ce sens dans le cadre du Cadre économique pour l'Indopacifique (IPEF).

Transport et infrastructure

6. Les Départements des Transports et de la Justice lancent une enquête publique conjointe sur la concurrence dans le transport aérien

Le 24 octobre, le Département des Transports (DoT) et la division antitrust du Département de la Justice (DoJ) ont [annoncé](#) conjointement le lancement d'une vaste enquête publique (*public inquiry*) portant sur l'état de la concurrence dans le secteur du transport aérien. Les agences fédérales ont ainsi émis une demande d'information publique ([Request for Information](#) – RFI) visant à recueillir les contributions et commentaires du public pendant une période de 60 jours (jusqu'au 23 décembre), à propos des thématiques suivantes :

- L'état général de la concurrence dans le secteur de l'aviation et ses effets sur les passagers, les travailleurs, les emplois, les régions, les communautés locales, ainsi que sur la croissance économique ;

- La consolidation du secteur de l'aviation et les effets des fusions antérieures, de la propriété commune, des coentreprises, des alliances internationales, des pratiques d'éviction, ainsi que d'autres pratiques anticoncurrentielles ;
- L'accès aux aéroports et ses effets sur les compagnies aériennes, notamment sur la capacité des compagnies à s'introduire dans les marchés de différentes régions du pays et du monde et à y mener leurs activités dans le cadre d'une concurrence loyale ;
- Les effets de la consolidation du secteur de l'aviation et des pratiques anticoncurrentielles sur la fabrication et la vente d'appareils neufs, la location d'appareils ou les marchés secondaires d'appareils d'occasion ;
- Les canaux de vente des services de transport aérien, leur tarification et les programmes de fidélité des compagnies aériennes, ainsi que leurs effets sur la disponibilité, l'accessibilité et le caractère abordable du transport aérien ;
- Les effets de la consolidation du secteur de l'aviation et des pratiques anticoncurrentielles sur le marché du travail, pour les pilotes, les équipages, les équipes au sol, les services aéroportuaires, les conventions collectives, ainsi que les agences de voyages ou autres revendeurs de services de transport aérien.

Le DoT rappelle avoir pris récemment plusieurs mesures pour améliorer les droits des passagers aériens et la surveillance du secteur, telles que :

- L'obtention de garanties pour protéger l'intérêt du public (passagers, communautés rurales, petites compagnies aériennes concurrentes) dans le cadre de la finalisation en septembre de la fusion entre Alaska Airlines et Hawaiian Airlines ;
- La publication de nouveaux règlements fédéraux pour lutter contre certains frais cachés ou abusifs lors de l'achat de billets d'avion et exiger des compagnies aériennes des garanties minimales de remboursement ou de prise en charge (repas, hébergements) dans certaines situations ;
- Depuis 2021, la collecte auprès des compagnies aériennes de près de 4 Md\$ de remboursements et compensations dus aux passagers et de près de 225 M\$ d'amendes au titre de violations des lois sur la protection des consommateurs et sur les droits civiques.

Industrie

7. Le premier site du NSTC, dédié à la R&D, sera situé à Albany

Le Département du Commerce (DoC) et le Natcast ont [annoncé](#) le 31 octobre la désignation du complexe NY CREATES situé à Albany, la capitale de l'État de New York, pour accueillir le premier site du National Semiconductor Technology Center (NSTC). Au sein de ce complexe dédié aux nanotechnologies, le NSTC va créer l'EUV Accelerator, qui offrira, à des fins de R&D, un accès à des machines utilisant la technologie extrême ultraviolet (EUV) pour la photolithographie des puces les plus avancées. Ce nouveau site, le premier des trois qui doivent être annoncés d'ici la fin de l'année, va bénéficier d'un investissement fédéral de 825 M\$, issu de l'enveloppe de 5 Md\$ dédiée par le CHIPS Act au NSTC. Il est prévu que cet EUV Accelerator soit doté d'une machine « standard NA EUV » dès 2025, et d'une

machine « High NA EUV » produite par ASML, les plus avancées du marché, en 2026.

Distribution et divertissement

Brèves

- Selon les informations du Wall Street Journal, le groupe Disney aurait [acquis](#) les droits de diffusion de la cérémonie des Grammy Awards pour 10 ans à partir de 2027 pour 500 M\$. La cérémonie, qui était diffusée depuis plus de 50 ans sur CBS, devrait ainsi être diffusée en simultané sur la chaîne ABC, propriété de Disney, et sur les plateformes de streaming Disney+ et Hulu.

Agriculture et industrie agroalimentaire

8. L'USDA annonce plusieurs aides financières pour soutenir le secteur agricole

Le Département américain de l'Agriculture (USDA) multiplie les initiatives financières pour soutenir les agriculteurs, éleveurs et producteurs. En réponse aux ouragans, incendies, sécheresses et à la hausse des coûts de production, le gouvernement américain a injecté plus de 600 M\$ pour stabiliser le secteur agricole, promouvoir la concurrence et encourager des pratiques durables.

L'USDA a [annoncé](#) le 30 octobre des versements à hauteur de 143 M\$ aux producteurs de Floride touchés par l'ouragan Milton. Ces aides proviennent du programme d'assurance-culture fédéral qui compense les pertes agricoles dues aux tempêtes. Les producteurs concernés n'ont pas besoin de déposer une demande : les paiements sont automatiques dans les comtés identifiés comme éligibles. Pour les éleveurs, une enveloppe de 92 M\$ est attribuée dans le cadre du programme d'aide d'urgence ELRP, financé par la loi de 2023 sur les crédits d'urgence pour les catastrophes, pour couvrir les coûts accrus d'alimentation dus aux sécheresses et incendies de 2022.

Le même jour, l'USDA a [annoncé](#) une aide de 120 M\$ pour soutenir six projets d'expansion de la production nationale d'engrais dans plusieurs États. Financé par le Commodity Credit Corporation ([CCC](#)), le programme Fertilizer Production Expansion ([FPEP](#)) vise à accroître la production nationale d'engrais, dont les prix ont doublé entre 2021 et 2022. Parmi les projets, l'entreprise LSB Industries en Arkansas reçoit 77 M\$ pour augmenter sa capacité de production d'urée et de nitrate d'ammonium, un projet qui devrait créer 20 emplois à plein temps. Le secteur de la viande et de la volaille bénéficie également de nouvelles aides, avec 20,2 M\$ attribués pour 26 projets visant à augmenter la capacité de transformation de cette industrie. Ces fonds soutiennent l'achat d'équipements et l'expansion d'installations pour renforcer l'accès au marché des petits producteurs. Ces initiatives s'inscrivent dans le plan « Investing in America » de l'administration Biden pour favoriser une économie plus équitable et compétitive, soutenir les producteurs locaux, et renforcer les chaînes d'approvisionnement.

Enfin, le 29 octobre, l'USDA a [annoncé](#) investir 239 M\$ dans 18 États pour accroître l'accès aux biocarburants domestiques propres et abordables. Dans le

cadre du programme Higher Blends Infrastructure Incentive Program ([HBIIP](#)), 39 M\$ de subventions sont accordées pour moderniser les infrastructures de distribution de carburant, comme les stations-service et les installations de stockage, pour favoriser la vente de mélanges de biocarburants comme l'E15 (essence contenant 15 % d'éthanol) et le B20 (carburant avec 20 % de biodiesel). L'USDA a également annoncé mettre à disposition 200 M\$ par le biais du Biobased Market Access and Development Grant, un programme plus large et plus ambitieux, orienté vers le soutien aux technologies innovantes dans la production de produits biosourcés, rendues possibles grâce aux fonds de la Commodity Credit Corporation (CCC).

Brèves

- Un cochon dans un élevage non-commercial en Oregon a été [confirmé](#) le 29 octobre comme étant le premier cas de grippe aviaire chez les porcs aux États-Unis, a annoncé le Département américain de l'Agriculture (USDA) mercredi. Les vétérinaires de l'USDA et de l'État ont détecté la souche H5N1 dans cette ferme, qui héberge à la fois de la volaille et des porcs. Sur les cinq porcs de la ferme, deux ont été testés négatifs et deux autres tests sont encore en attente. La volaille présente dans la ferme, qui partage les sources d'eau et les installations avec d'autres animaux, a été testée positive pour la H5N1 le 25 octobre. Dans un communiqué, les responsables de l'USDA ont affirmé qu'il n'y avait aucune menace pour « la sécurité de l'approvisionnement en porc du pays », les animaux n'étaient pas destinés à la vente. Le séquençage génomique du virus provenant de la volaille infectée dans la ferme de l'Oregon n'a révélé aucun changement suggérant que le virus serait plus transmissible aux humains, a précisé l'USDA. La ferme est mise en quarantaine, et d'autres animaux, y compris des moutons et des chèvres, sont sous surveillance.
- Le 29 octobre, l'entreprise Uber a annoncé permettre à ses clients d'utiliser les avantages du programme Supplemental Nutrition Assistance (SNAP) pour payer leurs courses *via* son application Uber Eats en partenariat avec la société de paiements Forage. Ce changement a été mis en place ce mois-ci, en commençant par les magasins Albertsons et Walgreens, ainsi que certains épiciers régionaux. L'entreprise avait annoncé l'année dernière qu'elle travaillerait pour accepter les crédits SNAP comme mode de paiement fin 2023 ou en 2024, afin d'aider ceux vivant dans des déserts alimentaires ou confrontés à des obstacles de transport. L'entreprise continuera d'augmenter la liste des détaillants acceptant le SNAP *via* Uber Eats au fil du temps. Début 2023, Uber Eats détenait environ 23 % du marché de la livraison alimentaire en ligne aux États-Unis.

Numérique et innovation

9. L'EPIC porte plainte contre OpenAI pour pratiques commerciales déloyales

Le 29 octobre, l'Electronic Privacy Information Center (EPIC), une organisation non-gouvernementale défendant la vie privée et la liberté d'expression en ligne, a [déposé](#) une plainte auprès de la Federal Trade Commission (FTC) contre OpenAI, accusant l'entreprise de violer plusieurs lois et directives, y compris le décret présidentiel sur l'IA et l'AI Bill of Rights. La plainte soutient qu'OpenAI a recours à des pratiques commerciales déloyales en collectant des données personnelles sans le consentement de ses utilisateurs et en mettant sur le marché des systèmes d'IA non fiables, qui sont utilisés dans des outils pour traiter des demandes de prêts, de actions de recrutement et d'accès au logement. L'EPIC appelle la FTC à ordonner des mesures correctives, comprenant des évaluations de risques et un suivi rigoureux des pratiques de protection des consommateurs.

10. La Maison-Blanche dresse un bilan à un an du décret présidentiel sur l'IA

Le 30 octobre, la Maison-Blanche a [publié](#) une *fact sheet* dressant un bilan à un an de la mise en œuvre du décret présidentiel sur l'intelligence artificielle (IA) du 30 octobre 2023. Selon l'administration, « les agences fédérales ont achevé dans les délais chacune des actions prescrites par le décret exécutif pour cette année écoulée — plus d'une centaine au total », comportant des mesures de soutien à l'innovation et d'encadrement de cette technologie. En matière d'innovation, l'administration rappelle le lancement d'un programme pilote pour la National AI Research Resource (NAIRR), conçu pour centraliser les ressources nécessaires (données, capacités de calcul) à la recherche en IA. Le programme d'éducation à l'IA a également été renforcé par des soutiens publics à des initiatives de formation et de sensibilisation à tous les niveaux académiques. La communication de la Maison-Blanche fait aussi valoir la création de programmes visant à attirer des talents diversifiés et qualifiés dans le secteur public. Pour ce qui est de l'encadrement de l'IA, l'administration revendique l'adoption de mesures visant à garantir la sécurité, la protection de la vie privée, les droits civiques et l'équité pour les citoyens. Elle souligne également l'accroissement de la supervision du secteur – les principaux développeurs d'IA devant désormais transmettre aux autorités fédérales des informations sur la sécurisation de leurs modèles d'IA en s'appuyant sur le Defense Production Act. La gouvernance du secteur a été renforcée, avec l'établissement de l'U.S. AI Safety Institute (US AISI) et la publication d'un National Security Memorandum (NSM) dédié à l'IA, intégrant des mécanismes de gestion des risques, d'évaluation et de transparence. Enfin, des lignes directrices spécifiques encadrent désormais l'utilisation de l'IA dans des secteurs sensibles tels que l'emploi, la santé, le logement et les programmes sociaux, avec pour objectif d'assurer une diffusion de l'IA respectueuse des droits individuels.

11. Le chiffre d'affaires des Big Tech est tiré à la hausse par l'IA, alors que Microsoft et Meta sont pénalisées par le déploiement trop lent de leurs centres de données

Les résultats du troisième trimestre 2024 des grandes entreprises technologiques sont marqués par une croissance continue des segments liés à l'IA et aux services cloud. Alphabet [rapporte](#) une hausse de 15 % de son chiffre d'affaires sur un an,

soutenue par une progression de 35 % des revenus de Google Cloud. Meta [annonce](#) un chiffre d'affaires de 40,6 Md\$, en augmentation de 19 % sur un an. Microsoft [enregistre](#) une croissance de 14 % sur un an de ses revenus, attribuée à Azure et à ses initiatives en IA. Apple [atteint](#) 94,9 Md\$ de chiffre d'affaires, en hausse de 6,1 % sur un an. Enfin, Amazon affiche une progression de 11 % de ses ventes sur un an, soutenue par la croissance de 19 % des revenus d'AWS.

Malgré ces résultats, le prix des actions de Microsoft et Meta enregistre un recul de 6 % et de 4,2 % respectivement, imputé selon la [presse](#) à la déception des investisseurs face aux prévisions de croissance jugées insuffisantes, notamment dans les capacités de développement des centres de données, jugées essentielles pour répondre à la demande croissante en IA.

Brèves

- Le 28 octobre, Google et neuf autres fournisseurs de cloud ont [lancé](#) l'Open Cloud Coalition (OCC) pour promouvoir la concurrence et la transparence dans le secteur du cloud en Europe. Microsoft a [critiqué](#) cette initiative par la voix de Rima Alaily, son avocate générale adjointe, qualifiant la coalition de « campagne de lobbying dissimulée » menée par Google.
- Elon Musk, propriétaire de la startup xAI, est en discussion avec des investisseurs pour une levée de fonds valorisant l'entreprise à environ 40 M\$, selon le [Wall Street Journal](#). Fondée en juillet 2023, xAI avait précédemment levé 6 M\$ en mai, atteignant une valorisation de 24 M\$.

Santé

Brèves

- Le 29 octobre, le groupe pharmaceutique américain Pfizer, qui fait face à des critiques de la part de l'investisseur Starboard Value [voir [Brèves sectorielles du 25 octobre 2024](#)], a [publié](#) des résultats pour le troisième trimestre 2024 supérieurs aux attentes des marchés. Ces résultats l'ont amené à réviser ses prévisions de recettes pour l'année 2024, qui devraient désormais atteindre entre 61 Md\$ et 64 Md\$, soit une révision à la hausse de 1,5 Md\$ par rapport aux prévisions qu'il avait [publiées](#) en juillet dernier sur la base des résultats du deuxième trimestre 2024.
- Le 30 octobre, le groupe pharmaceutique Eli Lilly a [annoncé](#) avoir atteint 11,4 Md\$ de revenus au troisième trimestre 2024 au lieu des 12,1 Md\$ attendus par les marchés, du fait notamment des difficultés rencontrées par le groupe à répondre à la demande pour ses traitements Moujaro et Zepbound, indiqués respectivement contre le diabète et l'obésité.
- Le 30 octobre, le groupe pharmaceutique Amgen a [publié](#) des résultats atteignant 8,5 Md\$ pour le troisième trimestre 2024, en hausse de 23 % par rapport au troisième trimestre 2023. Cette croissance est notamment portée par les ventes dérivées de l'acquisition par Amgen du spécialiste des traitements contre les maladies rares Horizon Therapeutics l'année dernière, pour près de 28 Md\$ [voir [Brèves sectorielles du 19 mai 2023](#)].

- Le 30 octobre, le média en ligne MedtechDive a [publié](#) un article comparant les stratégies de croissance des deux entreprises de dispositifs médicaux américaines Stryker et Zimmer Biomet. Selon l'article, la publication des résultats du troisième trimestre 2024 a mis en évidence la stratégie d'acquisition de Stryker, qui a racheté sept entreprises du secteur jusqu'alors cette année. À l'inverse, Zimmer Biomet a indiqué ne pas envisager de rachat à brève échéance et préférer se concentrer sur le développement de nouveaux produits en interne.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)